



24 novembre 2015

COMMUNIQUE

Répondre à la terreur par plus de démocratie, plus d'ouverture et plus d'éducation populaire

Meurtris et bouleversés par les événements de la soirée du 13 novembre, nous sommes de tout cœur avec les familles, avec les blessés et tous ceux qui sont traumatisés par ces événements, comme avec les victimes des attentats qui se produisent dans le monde entier. Cependant, face à la barbarie de ces actes, l'indignation ne suffit pas. Il faut **s'interroger et débattre sur les causes et les responsabilités qui sont multiples.**

Sur le plan intérieur, le bilan est accablant. Au lieu de tirer avantage de ce formidable atout que représente le multiculturalisme de nombre de jeunes Français, nous avons rejeté une partie importante d'entre eux dans la marginalité et l'insécurité sociale. Pendant que nos politiques économiques néolibérales produisaient le chômage de masse et la désindustrialisation, la **destruction systématique de l'action publique** a conduit à l'asphyxie financière des services publics, de l'école, de l'Université, de la recherche publique, et des associations, nous privant des moyens de prévenir ce qui nous arrive aujourd'hui.

Cependant, la classe politique quasi unanime vote aujourd'hui la prolongation de l'état d'urgence et un ensemble de mesures d'États sécuritaires, accréditant ainsi la thèse d'une guerre que nous aurions à mener contre le terrorisme et nous engageant dans une fuite en avant sans issue. **Des mesures de sécurité sont évidemment nécessaires. Mais rien ne saurait justifier la restriction des libertés publiques,** avec le motif vague « d'atteinte à l'ordre public » aisément généralisable à toutes les contestations. Cela constitue une **menace majeure pour la démocratie et la vie quotidienne,** sans que pour autant ces mesures soient efficaces. Nous aurions préféré entendre le discours qui fut celui du premier ministre norvégien, Jens Stoltenberg, après les attentats d'Oslo en 2011 : *« nous devons montrer que notre société ouverte peut faire face à cette épreuve. La meilleure réponse à la violence est dans encore plus de démocratie. Encore plus d'humanité. Mais jamais de naïveté. C'est quelque chose que nous devons aux victimes et à leurs familles. Nous allons répondre à la terreur par plus de démocratie, plus d'ouverture et plus de tolérance ».*

Plus que jamais, le travail des associations citoyennes est indispensable et doit être à nouveau soutenu. L'éducation et la culture doivent redevenir prioritaires, car elles constituent un des principaux socles de la démocratie et de la citoyenneté. Les seules créations de postes de policiers ne suffiront pas, il est nécessaire aussi de ne pas supprimer les financements des associations, et de mettre en place, comme annoncé après le 11 janvier, **un vaste dispositif de soutien et de relance de l'éducation populaire s'appuyant réellement sur les mouvements des citoyens.**

De même, il est **inacceptable de priver les citoyens de leur droit d'expression publique par l'interdiction des manifestations.** Dans l'immédiat, **le Collectif des associations citoyennes s'associera aux initiatives qui contourneront l'interdiction de manifester pour que s'exprime publiquement la détermination des citoyens, notamment sur la question climatique, et aux actions communes de défense des libertés.**

Collectif des Associations Citoyennes

108 rue Saint-Maur 75011 Paris - tél : 07 70 98 78 56 - contact@associations-citoyennes.net

Voir plus d'informations sur le site : www.associations-citoyennes.net